

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1604>



# Un gouvernement incendiaire

- Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : dimanche 3 mars 2019

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

**Pour 2019, le gouvernement a décidé de répondre à la colère populaire et à la désespérance de nombreux citoyens par le mépris, l'insulte et la provocation verbale s'ajoutant à la répression aveugle.**

Cela peut paraître imbécile, c'est peut-être calculé. Il s'agit de faire peur pour tenter de relégitimer le gouvernement qui détient l'autorité publique. Il faut pour cela provoquer ou allumer des incendies pour apparaître ensuite comme le pompier qui va rétablir la tranquillité publique et la sécurité.

Forcé la porte du ministère de Griveaux, ce n'est pas s'attaquer à la République, c'est s'en prendre à un ministre qui, de manière indigne, a insulté le peuple et les militants qui demandent plus de justice et de droits. Je désapprouve cette violence mais comme toutes les autres, y compris verbales du Président de la République, de nombreux ministres, parmi lesquels ce sinistre Griveaux se distingue, et comme la violence sociale d'un gouvernement qui prend aux pauvres pour donner cette année 55 milliards aux plus riches !

Griveaux n'est pas une victime mais un incendiaire qui croyait éteindre l'incendie qu'il participe à allumer. Il est dépassé par l'ampleur qu'il prend.

Attention la République est en danger mais d'abord du fait d'une politique qui détruit le contrat social.

Résoudre la crise est possible : transformer le budget 2019 en un budget de redressement social est possible sans creuser les déficits et en favorisant réellement l'emploi !

### **Un budget 2019 pour une réponse immédiate à la crise sociale**

- ▶ Lutte réelle contre l'évasion fiscale et contre l'optimisation fiscale permettant de réduire de 10% la fraude fiscale dès 2019 soit 6 milliards d'Euros.
- ▶ Restauration de l'ISF dans sa formule antérieure soit 4 milliards d'Euros pour l'État.
- ▶ Restauration de la fiscalité du capital au niveau de celle du travail par la suppression du prélèvement forfaitaire unique à 30% (Flat tax) soit au moins 5 milliards pour l'État.
- ▶ Annulation de la réduction de 10% du salaire brut (baisse des cotations patronales en 2019) soit 20 milliards d'Euros. Puisqu'ils auront déjà les 21 Milliards du CICE de 2018 qui sera versé cela ne déséquilibrera pas les comptes des entreprises.
- ▶ Fléchage obligatoire de 90% du CICE 2018 versé en 2019 vers les salaires, ce qui est juste puisque depuis l'origine celui-ci profite surtout au capital. Cela permet une revalorisation du SMIC de 200 Euros par mois pour un coût de 4 milliards d'Euros, une augmentation dégressive de tous les salaires jusqu'à 2,5 fois le SMIC pour ne pas écraser les salaires bas et moyens au niveau du SMIC et une réduction de l'inégalité salariale entre femmes et hommes.
- ▶ Indexation des indemnités chômage sur les salaires de référence ce qui s'autofinance par l'augmentation des salaires.

- ▶ Augmentation de 20% des minimas sociaux soit 5 MM d' Euros.
  - ▶ Augmentation des salaires des fonctionnaires et agents publics non titulaires de 3%, plus une augmentation mensuelle de 100 Euros des salaires inférieurs à 1800 Euros et de 50 Euros des salaires entre 1800 et 2 500 Euros, coût brut 8 milliards d'Euros (le coût réel est très inférieur, voir la suite).
  - ▶ Suppression de la hausse de la CSG sur les retraites inférieures à 3 000 Euros et les allocations familiales soit 2 MM, une réindexation des retraites soit 1,8 MM et un minimum de retraite à 1 200 Euros net soit 4 milliards.
- Bilan brut apparent pour l'État et la Sécurité Sociale :**
- ▶ Gains 35 milliards d'Euros
  - ▶ Dépenses supplémentaires 20,8 milliards d'Euros
  - ▶ Solde brut apparent 14,2 milliards d'Euros à affecter aux services publics.

Le bilan réel pour l'État est cependant beaucoup plus important puisque les augmentations de revenus provoquent une rentrée de TVA, d'impôts et de cotisations. Pour l' État, les collectivités publiques et les institutions sociales, l'augmentation des revenus des salariés du privés (20 MM), des fonctionnaires ( 8 MM), des retraités 7,8 MM et des minimas sociaux 5MM entraîneront des rentrées de cotisations, d'impôts et taxes d'au moins 30% du total soit 6,5 MM d'Euros.

Dans ce scénario, au bilan final, l'État et les institutions sociales dépenseraient 20,8 MM de plus mais gagneraient 40 MM de plus soit un solde positif de 20,7 MM d'Euros pour améliorer les services publics (santé, éducation,...), les collectivités locales, la transition écologique et l'amélioration des revenus des jeunes sans emploi ou étudiants.

Cela ne prend en compte ni les économies que la hausse des salaires et des retraites entraînera pour les dépenses sociales des conseils départementaux, des communes et de l'État ni la réduction du chômage que produira la hausse des revenus moyens et faibles.

Ces mesures d'urgences pour 2019 permettraient d'engager, dans la sérénité et tout au long de l'année, des États Généraux de la refondation sociale, fiscale, démocratique et écologique dans tous les territoires et lieux de vie, communes, départements, entreprises, universités, entreprises ...